

En marge de l'Assemblée générale des Nations unies/Changement climatique

Ali Bongo affiche le leadership gabonais



Le chef de l'Etat a présidé, hier, à New York, cette rencontre africaine sur le climat.



Vue d'ensemble de la réunion du CAHOSC.

J.O.
Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat a présidé, hier, à New-York, la réunion du bureau du Comité des chefs d'Etats et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSC). Occasion pour lui de proposer la mise en place d'une stratégie climatique intégrée dans la politique de développement durable déclinée dans l'agenda 2063 de «l'Afrique que nous voulons». Laquelle stratégie s'appuiera sur trois grands axes de travail.

EN marge de l'ouverture des travaux de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (Onu), le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a présidé, hier, à New-York, aux côtés de certains de ses pairs du continent, la réunion du Comité des

chefs d'Etats et de gouvernements africains sur le changement climatique (CAHOSC) dont il assure le mandat de coordinateur. Il en a profité pour décliner la stratégie climatique intégrée dans la politique de développement durable de l'agenda 2063 de «l'Afrique que nous voulons». Ladite feuille de route des actions concrètes à réaliser en vue d'atteindre, selon le numéro un gabonais, cet objectif porte sur trois axes de travail.

A en croire le chef de l'Etat, le premier axe consistera à rendre réellement opérationnelles nos initiatives sur le climat. «Il nous faudra prioriser l'initiative africaine sur l'adaptation, l'initiative africaine sur les énergies renouvelables, ainsi que les trois commissions

régionales sur le Sahel, le bassin du Congo et les États insulaires», a-t-il précisé. L'autre axe devra établir une véritable stratégie de financement et de mobilisation des ressources afin de soutenir concrètement les initiatives africaines. Car, a-t-il prévenu, face à la conjoncture mondiale actuelle, «nous devons réfléchir sur des mécanismes de financement innovants et intégrés à nos politiques de développement».

Tout comme, il a décliné le dernier axe de cette stratégie dont la mission consistera à renforcer le modèle de gouvernance qui, selon lui, est «l'unique garant de la durabilité de nos actions». Dans ce sens, il a soutenu qu'il faudra, dans un premier temps, mieux prendre en compte la participation

de tous les acteurs en préservant le bon équilibre régional. De même que dans un second temps, il a mis l'accent sur le renforcement de la cohérence entre les principaux organes. Notamment la Commission de l'Union africaine, la Conférence des ministres africains de l'Environnement et le Groupe des négociateurs africains.

En outre, «au regard de l'urgence de certains points de notre feuille de route, je voudrais vous inviter, le 20 octobre prochain, à la Conférence internationale de Libreville sur l'Afrique et l'Accord de Paris, en collaboration avec l'Union africaine», a annoncé Ali Bongo Ondimba. Là également, il a abordé l'objectif double (politique et économique) de cette

prochaine rencontre. Sur le plan politique, il a martelé qu'au-delà des tergiversations, la détermination des pays africains à lutter contre les changements climatiques doit rester entière. Ce, d'autant plus que le continent, particulièrement vulnérable, devra continuer à militer pour que l'Accord de Paris soit mis en œuvre.

«Sur le plan économique, il va de soi que de nouvelles ressources financières sont indispensables pour nous permettre de faire face à l'urgence climatique», a-t-il poursuivi. Et d'appeler à une réflexion collective sur les nouveaux mécanismes de financement et surtout présenter les opportunités d'investissement dans ce secteur qu'il a qualifié d'avenir aux partenariats.

Cette réunion a donc permis au président de la République de marquer l'engagement des pays africains à placer l'action contre les changements climatiques au cœur des politiques de développement des pays. Tout en considérant qu'elle est la seule réponse permettant de saisir les opportunités de cette crise.

«Renforcer nos capacités d'adoption en construisant de nouvelles infrastructures routières ; de nouveaux logements adaptés ; développement de l'énergie propre et en quantité suffisante pour tous : voici autant d'opportunités que nous offre le climat et qu'il nous appartient de saisir pour garantir un développement harmonieux et durable de notre continent», a-t-il conclu.

Rassemblement pour le Gabon (RPG)

Raymond Placide Ndong Meyo exclu

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Suite à sa nomination au sein du gouvernement actuel, le ministre délégué aux Affaires étrangères a été viré des rangs de sa formation politique. Le président dudit parti, Paul Mba Abessole lui reproché le fait d'appartenir à cette équipe sans avoir consulté la hiérarchie du parti.

LE ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, Raymond Placide Ndong Meyo, a été exclu du parti politique auquel il appartenait. Il lui est reproché le fait d'avoir accepté de faire partie d'une équipe gouvernementale sans le consentement du président de son ancien parti, Paul Mba Abessole. Même si jusqu'à ce jour le chef du



Raymond Placide Ndong Meyo, exclu du RPG.

Rassemblement pour le Gabon (RPG) ne s'est pas encore prononcé sur le sujet, il reste que la décision d'exclusion de l'ancien maire du 5^e arrondissement a été rendue publique. Réagissant à cela, le ministre délégué aux Affaires

étrangères par ailleurs ancien premier conseiller du RPG a énoncé un certain nombre de raisons qui justifieraient l'attitude du président Mba Abessole. D'après ce qu'il a laissé entendre, Raymond Placide Ndong Meyo aurait été nommé sans avoir été

consulté. Il estime ainsi que si, «le chef de l'Etat et le Premier ministre ont placé leur confiance en ma modeste personne, pourquoi devrais-je refuser ? Si le RPG appartient à la majorité républicaine et sociale, c'est que nous partageons la vision du chef de l'Etat". Et

d'indiquer que «le président Mba Abessole à ses intérêts personnels qu'il défend. J'ai été depuis 1990 jusqu'à présent fidèle au RPG". De plus, à en croire le ministre délégué, ladite décision d'exclusion ne fait pas l'unanimité du côté des "Rpgistes". Indiquons que l'exclusion

de cet avocat de formation est intervenu à l'issue d'un conseil exécutif tenu au siège du RPG il y a quelques semaines. L'exclusion de Raymond Placide Ndong Meyo était l'un des points inscrits à l'ordre du jour de ce conclave entre l'ancien curé et les siens.



Pour Paul Mba Abessole, pas de ministre sans consultation auparavant de la hiérarchie du parti.